



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

## DECISION

### RELATIVE A UN DOCUMENT D'URBANISME RELEVANT D'UN EXAMEN AU CAS PAR CAS EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 121-14 DU CODE DE L'URBANISME

#### LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-10, R. 121-14 et R. 121-14-1 ;

VU la demande d'examen au cas par cas (y compris les informations transmises), présentée le 20 juillet 2015 par la commune de Michelbach-le-Bas, relative à l'élaboration de son plan local d'urbanisme ;

VU la consultation de l'agence régionale de santé en date du 23 juillet 2015 ;

**CONSIDERANT** que le projet consiste en l'élaboration du plan local d'urbanisme, qui constitue le cadre des projets et aménagements à venir dans la commune ;

**CONSIDERANT** que la surface prévue pour les zones à urbaniser, de 3,26 hectares à court terme, est assortie d'un objectif de densité minimale de 15 logements à l'hectare ;

**CONSIDERANT** que les zones à urbaniser sont constituées en partie d'espaces vides au sein de l'enveloppe urbaine actuelle ;

**CONSIDERANT** la prise en compte du risque de coulées d'eaux boueuses par l'évitement de l'urbanisation dans les thalwegs et par la réalisation d'un bassin de régulation des crues ;

**CONSIDERANT** la protection de la végétation rivulaire, ainsi que des arbres fruitiers et des prés autour du village ;

**CONSIDERANT** qu'au regard des éléments fournis par la commune, l'élaboration du PLU n'est pas susceptible d'entraîner des incidences notables sur l'environnement ;

**SUR** proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace ;

.../...

## DECIDE

### ARTICLE 1er :

En application de la section cinq du chapitre Ier du titre II du livre premier de la partie réglementaire du code de l'urbanisme, l'élaboration du PLU de Michelbach-le-Bas n'est pas soumise à évaluation environnementale.

### ARTICLE 2 :

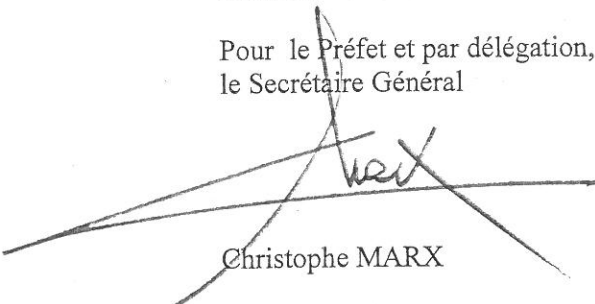
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.

### ARTICLE 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin.

Colmar, le 03 SEP. 2015

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général



Christophe MARX

Voies et délais de recours
----------------------------

1) Vous pouvez déposer un recours administratif avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif peut être un recours gracieux adressé à l'auteur de la décision :

Monsieur le Préfet du Haut-Rhin  
Préfecture  
7 rue Bruat  
B.P. 10489  
68020 COLMAR Cedex

Il peut aussi être un recours hiérarchique adressé au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande Arche  
Tour Pascal A et B  
Tour Sequoia  
92055 PARIS LA DEFENSE Cedex

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif. Il peut aussi être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la présente décision.

Le recours contentieux doit être adressé au :

Tribunal Administratif de STRASBOURG  
31, avenue de la Paix  
67000 STRASBOURG